**Avons-nous une université à la hauteur du problème ?
Question pour une période électorale**

Des adolescent.e.s qui manifestent et nous interpellent : « Vous mourrez de vieillesse, nous n’aurons pas cette chance ! »[[1]](#footnote-1) ; des femmes et des hommes qui décident de ne pas avoir d’enfant et se font stériliser pour ne pas ajouter à la surpopulation et à la surconsommation, par sens aigu de l’écologie, pour sauver la planète, pour ne pas laisser et donner à voir un monde en ruine[[2]](#footnote-2) ; d’autres, comme en Suède, qui veulent susciter le « flygskam »,c'est-à-dire « la honte de prendre l’avion », jusqu’à, semble-t-il, provoquer une baisse du trafic passager des vols intérieurs[[3]](#footnote-3) ; deux millions cent quatre-vingt deux mille cinq cent soixante quatre Français.e.s qui ont signé une pétition présentée comme « L’affaire du siècle », fustigeant l’inertie de l’État et le non-respect de ses engagements climatiques[[4]](#footnote-4) ; des mouvements écolo et radicaux, prônant la désobéissance civile devant l’urgence climatique[[5]](#footnote-5), qui se multiplient, à l’instar d’Extinction Rebellion, né à Londres, il y a un peu plus d’un an, au risque de se faire gazer (pour avoir bloqué un pont), inculper (pour avoir dérobé un portait présidentiel), condamné (pour avoir occupé un champ appartenant à RTE) ; des expériences de vie alternatives, inventives et habitantes, qui éclosent un peu partout, parfois sans bruit, parfois durement réprimées comme à Notre-Dame-des-Landes, à Bure et à Saint-Victor (Aveyron), toutes portées par le sentiment de la nécessité de changer *de* monde…

Précisément, les battements de notre monde trahissent des arythmies inquiétantes auxquelles répondent ces situations brièvement égrenées, et qui ne devraient pas, plus, de moins en moins échapper à notre conscience : des événements extrêmes qui se rapprochent d’années plus chaudes en années plus chaudes et qui, de records en canicules et inversement, ont déjà atteint les rives de nos pays riches – il en est même qui littéralement s’embrasent et donnent un avant-goût de fin du monde[[6]](#footnote-6). Des alertes médiatiques et scientifiques de plus en plus nombreuses, des chiffres toujours plus alarmiste et des prévisions régulièrement réajustées à la hausse inondent nos quotidiens : montée des eaux, déplacement des populations (estimation du GIEC à 680 millions[[7]](#footnote-7)), acidification des océans, diversité de la vie en péril, extensions des zones mortes, effondrement des populations d’insectes ou d’animaux sauvages, plastiques jusqu’au fond des abysses et pesticides jusque dans nos urines, etc., etc., et la petite musique du réchauffement : 2, 3, 4, 5 degrés à l’horizon du 22ème siècle…

Notre époque est tout entière contenue dans un terme et une de ses variantes, le premier énoncé voici vingt ans, et qui finalement sont, tous deux, le moteur ou le mobile des actions énumérées ci-dessus : « anthropocène », pour le discours de la superbe – une humanité superbe, quoi qu’il advienne ! « Capitalocène », pour en rabattre, pour le discours des causes et des responsabilités occidentales. Entre les deux, s’est installé un horizon pour les générations présentes, celui de l’effondrement[[8]](#footnote-8). Sans doute ne fait-il pas l’unanimité et partage-t-il celles et ceux qui cèdent aux sirènes de la catastrophe annoncée, perçue comme inéluctable, et qui leur enjoignent de se préparer et celles et ceux qui s’insurgent contre ce discours le jugeant réactionnaire et dépolitisant, toxique, infantilisant et occultant les multiples possibilités de notre présent malgré ou peut-être grâce à l’obscurité de notre futur[[9]](#footnote-9). Pour autant, quelle que soit la position prise dans ce débat, est-il encore possible de ne pas entendre les alertes ni de négliger les questions que cet horizon et sa réception, au-delà des textes de ses porte-parole, par une grande diversité de personnes et de collectifs, posent ?[[10]](#footnote-10) Si on peut ne pas adhérer à la philosophie de l’effondrement, la collapsosophie[[11]](#footnote-11), c'est-à-dire une certaine attitude pour faire face aux troubles, tels que la solastalgie[[12]](#footnote-12) ou à l’éco-anxiété, nés des évènements et leur médiatisation qui rythment désormais notre quotidien, il n’est guère contestable que « nous », humain·e·s, avons un problème. Ce problème a nécessairement des dimensions multiples et interdépendantes – il est à la fois environnemental, écologique, politique, social, économique…, en somme « fin de mois, fin de démocratie, fin de monde » –, mais il reste fortement déterminé par sa composante climatique : le réchauffement (et pas le changement), c'est-à-dire la perturbation du système terre, est l’événement de « l’événement Anthropocène ». En sorte que, pour suivre ici Bruno Latour, notre époque est celle de l’entrée dans un « nouveau régime climatique », impliquant si l’on veut y faire face ou s’y adapter la redistribution des puissances d’agir, la redéfinition concomitante des habitants et des manières d’habiter la Terre, une nouvelle conception du territoire[[13]](#footnote-13).

Avons-nous des élus agissant à la hauteur du problème ? Si l’on en croit le magazine de la métropole dijonnaise – pour ne référer qu’à notre environnement immédiat et laisser de côté l’action ou plutôt l’inaction de l’État –, celle-ci agit contre le réchauffement climatiques, forte de ses labels « territoire à énergie positive pour une croissance verte » et « ville respirable en 5 ans » et se positionne comme un acteur décisif de la transition énergétique : « Les mentalités commencent à bouger même si les résultats concrets ne sont pas toujours à la hauteur de l’urgence. Notre territoire mise sur un fort potentiel de changement, incarné par l’investissement des jeunes générations en faveur du climat et par une prise de conscience plus générale », écrit F. Rebsamen[[14]](#footnote-14). Patrimoine, tourisme durable, recyclage, autonomie alimentaire, éco-quartiers, réseau intelligent… Dijon offre la panoplie de la transformation standard de la ville « en firme territoriale »[[15]](#footnote-15) . L’insistance à déclarer la ville comme la bonne élève de la transition doit nous interroger en ce qu’elle est à la fois attestation du problème et sa banalisation. Cela peut se dire d’autres manières : « Dormez braves gens, nous veillons », « faites-nous confiance, nous nous occupons de tout », « nous aménageons pour vous votre présent et le futur de vos enfants », etc. etc. Au fils des jours, des semaines et de mois, des toujours plus mauvaises nouvelles du toujours plus mauvais état de la planète diffusées dans toujours plus de médias, alors qu’il serait de moins en moins possible de dire « nous ne savions pas », voici que se creuse l’écart ou le fossé entre des prises en main ou à bras le corps du problème – alternatives, citoyennes, radicales, prometteuses ou désespérées – et sa gestion par les institutions technocratiques et délégatives de la puissance publique. Celles-ci, de fait, dépolitisent et douchent les velléités d’initiatives – soit donc par exemple la cité de la gastronomie contre le potager des Lentillères. Comment faire pour que toujours plus de voix s’élèvent et toujours plus d’actions concrètes éclosent ? Comment faire pour que la question climatique – dans le sens élargi que lui confère la notion de « régime climatique » – soit au carrefour ou à la pointe de toutes les actions, quelles qu’elles soient : politiques, urbaines, sociales, culturelles, etc. ?

Répondre à cette question, invite à se tourner vers les institutions du savoir et à interroger leur capacité à s’en saisir. Avons-nous une université à la hauteur du problème ? Avons-nous une équipe de gouvernance – comme on dit pour faire sérieux – et une « communauté » universitaire qui en auraient pris la mesure comme ce qui désormais s’impose à nous et nous oblige. La question pourrait bien être posée à toutes les écoles, tous les collèges et lycées, mais questionner l’université est une manière de se confronter à la fonction économique à laquelle il lui est de plus en plus enjoint de s’adonner. Parce que, précisément, l’université d’aujourd’hui, emportée par la vague néo-libérale, indexe ses missions fondamentales de formation et de recherche sur des indicateurs de performance au service du développement, de la croissance et des territoires, parce que, précisément, l’université n’est pas un espace réservé, indépendant et protégé des turbulences mondaines, mais au contraire, s’avère perméable à la gestion entrepreneuriale et au marketing, nous devons alors nous demander comment elle ne peut pas ne pas être concernée par le problème de notre époque. Est-ce à dire que son orientation actuelle, en tant qu’elle est l’expression d’un modèle civilisationnel responsable du problème, la rend aveugle et sourde à la perspective anthropocénique ? Est-ce à dire également que l’exceptionnalité du problème et l’incertitude totale qu’il crée appelle de nouvelles réponses, de nouvelles attitudes expérimentée sur place et sur le moment, oblige à sortir des modèles, des schémas et des processus institués ? Voilà le challenge posé à l’université : qu’elle sorte de ses gonds et affronte l’anthropocène, la redoutable figuration de notre époque.

Alors, sans hiérarchie ou ordre d’importance : *un*, qu’elle fasse son propre bilan-carbone, *i.e.* qu’elle interroge véritablement le coût écologique de son fonctionnement et de celui de ses enseignants-chercheurs : le coût de la recherche et de l’enseignement ; le coût d’une institution nommée COMUE, le coût des grosses structures, le coût de la compétition permanente et de la course à l’excellence.

*Deux*, qu’elle se pose comme une instance de conscientisation : aujourd’hui encore, et paradoxalement, comme j’en fais l’expérience chaque année, sur une classe d’une trentaine d’étudiant.e.s, une bonne moitié ne connaît pas le mot « Anthropocène » ; or il importe de l’énoncer car cela consiste à le considérer dans sa valeur performative, *i.e.* comme ce qui est à même de commencer à nommer et à problématiser ce qui nous arrive. A l’instar d’Isabelle Stengers qui invite à nommer Gaïa, nommer notre époque – et même si la désignation géologique n’est pas officielle –, c’est « accepter de penser à partir de ce fait » et considérer que « nous n’avons pas le choix »[[16]](#footnote-16). Gaïa ou l’Anthropocène ou le « nouveau régime climatique » sont des figurations qui désormais intéressent, au sens étymologique, notre rapport au monde : elles s’interposent entre nous et le monde.

*Trois*, qu’elle se pose alors comme une instance de débats scientifiques et politiques, comme une arène expérimentale discursive où s’affrontent théories et modèles civilisationnels sur fond d’instauration d’un régime agonistique et où s’invente des solutions en toute incertitude. L’anthropocène est une notion trop controversée et critiquée pour qu’il n’en soit pas fait état et pour que les controverses ne constituent pas le nœud par lequel s’entend la question climato-politique. Les inventions et la capacité à changer de monde sont à cette condition-là : se placer « devant l’Anthropocène », comme faire « face à Gaïa », c’est s’ouvrir aux possibles, à la possibilité d’une véritable transition – non celle qui mise sur la capacité d’adaptation de nos institutions (en sorte que l’institution n’est pas remise en question) mais celle qui assumera l’objectif de leur transformation à partir et dans de la situation.

*Quatre*, qu’elle promeuve un travail réflexif sur sa fonction de fabrique de la connaissance. Il se trouve que le « problème anthropocène » donne lieu à une intense activité technico-scientifique qui connait sa pleine expression dans la géo-ingénierie, soit l’exploration de solutions extrêmes présentées comme étant à la mesure de l’ampleur du problème et que l’on peut considérer comme étant la mesure de sa cause : le « monde » responsable de la modification du système Terre – *, i.e.* le monde de l’Anthropocène – y répond sans envisager une seule seconde de changer de modèle de développement ni son logiciel épistémologique. À part les voix de quelques lanceurs d’alertes ahuris, cette recherche prométhéenne largement financée[[17]](#footnote-17) se produit sans tapage, là aussi sur l’air de « dormez braves gens… » et nous verrons bien quand se fera sentir le choc de l’effondrement. Pour autant, en face, du côté certes davantage des sciences humaines ou à partir d’elles, bruissent des réflexions qui interrogent notre ontologie naturaliste et prétendent ouvrir la porte aux épistémologies dominées, remettent en question le travail de sélection et la propension aux anathèmes de la science et propose d’accueillir en son sein une grande diversité des modes de connaissance. Que donc l’université soutienne une science ouverte à une « écologie des savoirs »[[18]](#footnote-18).

*Cinq*, qu’elle interroge la voie technico-économiciste dans laquelle elle s’est engouffrée, au risque de l’impasse. Il est sans doute plus facile de ne rien changer et de faire confiance à nos institutions telles que nous les connaissons, aux modèles de développement que nous pensons éprouvés – et donc au capitalisme[[19]](#footnote-19). C’est la force d’inertie du problème – contre laquelle nous devons lutter car il ne laisse pas de place aux alternatives. TINA[[20]](#footnote-20) est la meilleure alliée de Gaïa. Affronter l’Anthropocène nécessite de sortir du régime de compétitivité, toutes disciplines confondues, qui s’est transposé sans surprise de l’économie au monde académique, la célébration de l’excellence y prédisposant. Faut-il nécessairement sacrifier à la success story de l’université en vivier d’étudiant·e·s mobiles, entreprenant·e·s et hyperconnecté·e·s, lancé·e·s sur le marché impitoyable mais grisant des cerveaux, des idées et des innovations, en terre offerte aux hubs, aux startups et au Medef, en avant-poste de la cybersociété ? Pour la guerre que nous avons à mener, qui n’est pas une guerre économique, ni une guerre des sciences, ni des scientifiques – *i.e.* de chacun contre tous –, mais une guerre pour la vie et contre un modèle de développement mortifère, nous n’avons pas besoin d’être les meilleurs contre les autres, nous avons besoin d’être vivants, réactifs, engagés, concernés pour penser tous ensemble, et sans craindre les dissensus, les réponses au problème.

La période électorale qui s’est ouverte pour nos deux universités, bourguignonne et franc-comtoise, serait-elle propice à sortir des chemins balisés. Voici plusieurs années que nous assistons au ressassement des mêmes interrogations quand à leur avenir : COMUE, fédération ou fusion ? Collège universitaire ou université de plein exercice ? Comment garder sa place dans les classements internationaux ?, etc., etc. Chacun a son idée et ses convictions quant à l’université idéale, des listes se constituent, des candidatures se déclarent et des professions de foi s’écrivent la main sur le cœur en appelant à nos chères et chers étudiant·e·s, à nos chères et chers collègues et aux dieux de Shanghai. Ici, on nous annonce sans rire la nécessité pour l’université « de placer l’humain au cœur de son projet » ; là, on nous promet « une université où il fait bon vivre, étudier et travailler » – quelles trouvailles, se douterait-on qu’il faut avoir fait dix ans d’études supérieures et deux fois plus de recherche scientifique pour énoncer pareilles banalités ! Mais trouve-t-on dans les projets présentés ne serait-ce qu’une allusion à notre problème et au futur qui nous et les – *nos* étudiant·e·s – attend ? Tout au plus, ici, une rapide allégeance au mantra éculé du « développement durable » – comment peut-on raisonnablement s’en recommander au vu de trente ans d’immobilisme et d’aggravation de la situation sous son égide ! –, doublé d’un intrépide appel à « la responsabilité sociétale »[[21]](#footnote-21), ou bien, là, le vœux formulé d’une université « éco-citoyenne et solidaire » ou encore « respectueuse de l’environnement ». J’ai beau les tourner et retourner, je n’arrive pas à saisir le sens concret de ces formules phatiques qui ou bien cachent un vide sidéral d’analyse ou bien fonctionnent comme saupoudrage – une pincée de mots verts (tiens, il manque « transition écologique » !) pour s’en débarrasser – ou bien les deux.

Si une autre université est possible, elle se construira dans la voie étroite que lui laisse le problème Anthropocène. Qu’il soit là est tellement dramatique pour les générations déjà nées et à venir que son absence des programmes électoraux devient criminelle. Voici donc la question que nous devons nous poser et poser aux candidats : sommes-nous, êtes-vous à la hauteur du problème ?

Jean-Louis Tornatore

**Post-scriptum**. Nous ne sommes pas seuls ! Des universitaires toulousains représentant une grande variété de disciplines (des dures et des moins dures) ont créé en 2018 l’Atelier d’écologie politique (<https://atecopol.hypotheses.org/>) qui vise à construire « une communauté pluridisciplinaire de scientifiques travaillant ou réfléchissant aux multiples aspects liés aux bouleversements écologiques ». Une belle initiative à suivre…

*Jean-Louis Tornatore est anthropologue et professeur à l’université de Bourgogne.*

1. Manifestation des jeunes pour le climat, Dijon, 15 mars 2019. [↑](#footnote-ref-1)
2. « Pour "sauver la planète", ils et elles ont choisi de ne pas avoir d’enfant », *Reporterre*, 28 juin 2019. [↑](#footnote-ref-2)
3. « En Suède, la "honte de prendre l'avion" plombe déjà le trafic aérien, *Les échos*, 20 avril 2019. [↑](#footnote-ref-3)
4. <https://laffairedusiecle.net/> [↑](#footnote-ref-4)
5. « Climat : la désobéissance de masse arrive en France », *Libération*, 29 juin 2019. [↑](#footnote-ref-5)
6. « En Australie, un air de fin du monde », *Libération*, 5 janvier 2020 ; « Australie : l’effondrement au bout du monde », *Mediapart*, 8 janvier 2020. [↑](#footnote-ref-6)
7. *Reporterre*, 25 septembre 2019. [↑](#footnote-ref-7)
8. Pablo **Servigne**, Raphaël **Stevens**, *Comment tout peut s’effondrer ? Petit manuel de collapsologie à l’usage des générations présentes*, Paris, Le Seuil, 2015. [↑](#footnote-ref-8)
9. Jean-Baptiste Fressoz, « La collapsologie : un discours réactionnaire ? », *Libération*, 7 novembre 2018 ; François Thoreau et Bénédikte Zitouni, « Contre l’effondrement : agir pour des milieux vivaces », *lundimatin*#170, le 17 décembre 2018 (<https://lundi.am/Un-recit-hegemonique>) [↑](#footnote-ref-9)
10. Voir l’introduction tout en nuances du dossier que la revue *Multitudes* vient de consacrer à cette question : Laurence Allard, Alexandre Monnin et Cyprien Tasset, « Est-il trop tard pour l’effondrement », *Multitudes*, 2019/3, p. 53-67. [↑](#footnote-ref-10)
11. Pablo **Servigne**, Raphaël **Stevens**, Gauthier **Chapelle**, Une autre fin du monde est possible. Vivre l’effondrement (et pas seulement y survivre), Paris, Seuil, 2018. [↑](#footnote-ref-11)
12. Concept créé par le philosophe de l’environnement australien Glenn Albrecht pour désigner « le désarroi face au changement radical d’un environnement familier » (*Reporterre*, 7 janvier 2020) [↑](#footnote-ref-12)
13. Bruno Latour, *Face à Gaïa. Huit conférences sur le nouveau régime climatique*, Paris, La Découverte, 2015. [↑](#footnote-ref-13)
14. *Dijon Métropole, Magazine d’information*, été 219, n° 49. [↑](#footnote-ref-14)
15. Guillaume Faburel, *Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Lyon, Le passager clandestin, 2018. [↑](#footnote-ref-15)
16. Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2009, p. 72. [↑](#footnote-ref-16)
17. Clive Hamilton, *Les apprentis sorciers du climat. Raisons et déraisons de la géo-ingénierie*, Paris Le Seuil, 2013. [↑](#footnote-ref-17)
18. Boaventura de Sousa Santos, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer, 2016. [↑](#footnote-ref-18)
19. Isabelle Stengers, *Une autre science est possible. Manifeste pour un ralentissement des sciences*, Paris, La Découverte, 2013, p. 118. [↑](#footnote-ref-19)
20. « There is no alternative », slogan attribué à M. Thatcher. [↑](#footnote-ref-20)
21. En fait un copié-collé de la tout aussi audacieuse tribune « en faveur du climat » des président·e·s des trois Conférences (universités, grandes écoles et écoles d’ingénieur ») représentant l’enseignement supérieur en France, publiée en juillet 19 : <http://www.cdefi.fr/fr/actualites/tribune-des-trois-conferences-en-faveur-du-climat>. Voir, en guise d’antidote, la bienvenue réponse de l’Atelier d’écologie politique de Toulouse : « Engagement de l’enseignement supérieur et de la recherche "en faveur du climat", paru dans *Lundimatin#*208 en septembre 2019 : <https://lundi.am/Engagement-de-l-enseignement-superieur-et-la-recherche-en-faveur-du-climat>. [↑](#footnote-ref-21)